



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DES PYRENEES-ATLANTIQUES

Direction de la Réglementation  
Bureau des élections et de la réglementation générale  
Service Associations  
2 rue Maréchal Joffre 64021 Pau cedex  
Tél : 05.59.98.23.44  
Mel : associations@pyrenees-atlantiques.pref.gouv.fr

Le numéro W643001393  
est à rappeler dans toute  
correspondance

### Récépissé de Déclaration de MODIFICATION

de l'association n° W643001393

Ancienne référence  
de l'association :  
0643009525

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

### Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques,

donne récépissé à **Madame la Présidente**  
d'une déclaration en date du : **08 mars 2016**  
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

#### DIRIGEANTS

dans l'association dont le titre est :

#### LES ATELIERS DU CAMI SALIE

dont le siège social est situé : 21 rue des Palombes  
64000 Pau

Décision(s) prise(s) le(s) : **02 mars 2016**

Pièces fournies : liste des dirigeants  
Procès-verbal

Pau, le 11 mars 2016

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
et par délégation,  
L'Adjoint au Chef de Bureau,

Michel LACAU

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

#### NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.